

L'ENGAGEMENT DES JEUNES EN SITUATION DE MARGINALITÉ : UNE DÉMARCHE D'INSERTION ?

ELISABETH GREISSLER

RÉSUMÉ

S'appuyant sur une étude compréhensive au sein d'organismes communautaires à Montréal et basée sur la complémentarité d'observations participantes ainsi que de *focus groups*, l'article présente certaines caractéristiques des dynamiques et des formes de l'engagement des jeunes en situation de marginalité. Cet article souligne que l'engagement, comme d'ailleurs le non-engagement, repose sur la quête de reconnaissance et d'insertion et partant, sur le rapport à soi, au monde et au politique. Si des jeunes prennent position, parfois de façon très contestataire et paradoxale, c'est, semble-t-il, dans le but d'exister dans l'espace social, plus que dans le but d'entrer en action. Finalement, l'analyse des discours des jeunes met en exergue plusieurs postures critiques relativement au non-engagement.

Mots clés : jeunes en difficulté ou en situation de marginalité, engagement, insertion, reconnaissance.

ABSTRACT

Via a comprehensive study of community organizations in Montreal and based on additional observations of participants and focus groups, this paper presents some characteristics of dynamics and forms of engagement of marginalized youth. This article, which underlines the commitment of these young people, as well as their non-engagement, is based on the quest for recognition and inclusion, and thereby on the relationship to themselves and to the world and to politics. If young people take a stand to protest, sometimes paradoxically, it's apparently in order to exist in their social space, but not really to take action. Finally the analysis of the discourse of these marginalized youth highlights several critical positions on non-commitment.

Key words : marginalized youth, commitment, engagement, inclusion, recognition.

RESUMEN

Dieser Artikel beruht auf einer umfassenden Studie einiger gemeinnützigen Organisationen in Montreal, und auf der Komplementarität der teilnehmenden Beobachtung und der Fokusgruppen. Er stellt einige Merkmale von dynamischen Formen von Engagement der Jugendlichen in Marginalitätssituationen dar. Dieser Artikel unterzeichnet also, inwiefern Engagement - wie übrigens auch Nicht-Engagement - auf der Suche nach Anerkennung und Integration und damit auf der Beziehung zu sich selbst, zu der Welt und der Politik beruht. Wenn Jugendliche einen Stand nehmen, manchmal in einer sehr protestierender und paradoxer Weise, scheint ihr eigentliches Ziel eher die Existenz im sozialen Raum zu sein, als die Ergreifung individueller Massnahmen. Schließlich hebt die Diskursanalyse der Jugendlichen mehrere kritischen Positionen gegenüber Nicht-Engagement hervor.

Schlagwörter : Jugendlichen in Marginalitätssituationen, Engagement, Integration, Anerkennung.

Trouver sa place dans la société est en soi un grand défi; cela est d'autant plus vrai pour des jeunes en difficulté¹. Ils sont souvent marginalisés suite à un parcours chaotique marqué, entre autres, par des difficultés familiales, scolaires, voire par l'errance et l'exclusion sociale (Goyette, Pontbriand et Bellot, 2011). En outre, on observe au Québec des restrictions pour l'accès à un revenu minimum, ou à des mesures de formation, et même au retour aux études (Leclerc, Bourassa, Maranda et Comeau, 1997). En conséquence, certains de ces jeunes se trouvent prisonniers d'un système d'assistance ou de projets d'insertion professionnelle qui, en fait, ne donnent que très rarement accès à des situations socioprofessionnelles stables (Vultur, 2005). Dans ce contexte, force est de constater une dynamique de revendication et de volonté de reconnaissance chez certains jeunes. Les conditions d'émergence des formes d'engagement sont complexes et paradoxales. Comme le soulignent Didier Chabanet, Pascale Dufour et Frederic Royall (2010), les écrits ont en effet tendance à considérer d'abord leurs problèmes et à penser qu'il leur est difficile, voire impossible, d'agir à la marge, en tout cas, sans soutien et sans ressources militantes externes.

Dans le cadre d'une thèse en service social, des *focus groups*, ainsi que des temps d'observation participante au sein d'organismes communautaires pour jeunes en situation de marginalité, ont permis de documenter les contraintes et les conditions de l'émergence de l'engagement. Cette étude donne à réfléchir sur le rapport à soi, au monde et au politique, à la quête de justice sociale, de reconnaissance et d'égalité. Entre « champs des possibles et impasses »², cet article vise à comprendre ce que l'engagement est à l'insertion des jeunes en difficulté.

DES EXPÉRIENCES MARGINALISÉES POUR « DEVENIR ADULTE »

La « situation de marginalité » est une expression qui désigne une catégorie artificielle regroupant plusieurs problématiques et concepts différents, qui permet de simplifier la compréhension de trajectoires complexes, qu'il s'agisse, par exemple, d'un jeune de la rue, d'une mère monoparentale, d'un jeune engagé dans un gang de rue, d'une travailleuse du sexe, ou d'un jeune sans qualification professionnelle. Elle regroupe en effet des situations sociales très diverses, telles que : pauvreté, errance, instabilité résidentielle, délinquance, consommation de drogues, problèmes de santé mentale, décrochage scolaire et dans certains cas la perte des liens familiaux. De même, l'âge des personnes concernées peut varier considérablement d'une situation à l'autre. Il semble toutefois que des difficultés importantes apparaissent entre 16 et 18 ans, période charnière de transition vers l'âge adulte, entre l'âge légal de la fin de la scolarité obligatoire et l'âge légal pour obtenir l'aide sociale de dernier recours. Cette conceptualisation représente en fait, comme l'explique Robert Castel (1994), les nouvelles formes de pauvreté des années 1980 et 1990, qui entrent mal dans les catégories classiques de prise en charge, notamment parce que les jeunes vivent souvent plusieurs de ces situations en même temps.

Par ailleurs, les « jeunes en situation de marginalité » trouvent, dans la référence à ce qualificatif générique, une marque commune et parfois un sentiment d'appartenance à un groupe de pairs³. Cependant, il y a dans toute catégorisation une forme de discrédit à l'égard

¹ Les appellations « jeunes en difficulté » ou « jeunes en situation de marginalité » se rapportent à un même objet réunissant différents paramètres, entre autres, la précarité, l'errance urbaine, l'itinérance et la vie dans la rue.

² Nous reprenons ici les éléments proposés dans l'appel à contributions pour le présent numéro de la revue.

³ Il en est ainsi pour les « jeunes de la rue » par exemple.

de certains individus, du fait de leur non-conformité aux normes sociales dominantes. Un certain nombre d'entre eux se retrouvent ainsi classés selon une déficience sociale ou une différence, soit ici une incapacité de vivre en société. Ces expériences contribuent en outre à l'allongement du passage à la vie adulte et aux risques d'impasses et de retours en arrière, surtout pour des jeunes qui peinent à trouver un sens au cumul de ces expériences (Goyette et al., 2011).

Les dimensions qui se rattachent à la socialisation concernent l'émancipation (le développement personnel), l'intégration sociale (le logement), l'intégration professionnelle (les études et l'emploi) et l'appartenance familiale (les relations familiales et sociales). Ces repères établissaient les contours de la jeunesse et de l'âge adulte, donnant à voir ce que l'on attendait des individus. Les évolutions sociales et économiques des deux dernières décennies ont brouillé ces repères et modifié les rapports des jeunes et de la société à ceux-ci. Ainsi, surtout pour les moins « outillés », les risques se posent en termes d'incertitudes, de processus périlleux et de risques d'échecs et d'impasses pour l'insertion sociale (Van De Velde, 2008).

Les mutations dans les transitions à l'âge adulte peuvent représenter une période de liberté et d'expérimentations pour une partie des jeunes, notamment des plus nantis, qui vivent alors des expériences distrayantes même lorsqu'elles sont parfois dangereuses. Pour d'autres, n'ayant ni supports ni ressources pour franchir les obstacles, le passage à la vie adulte devient un véritable parcours du combattant. C'est en ce sens, qu'à l'instar de François Dubet (1985), nous envisageons la situation des jeunes en difficulté à la fois comme une épreuve et une « expérience sociale » :

La sociologie de l'expérience sociale vise à définir l'expérience comme une combinaison de logiques d'action, logiques qui lient l'acteur à chacune des dimensions d'un système. L'acteur est tenu d'articuler des logiques d'action différentes et c'est la dynamique engendrée par cette activité qui constitue la subjectivité de l'acteur et sa réflexivité. (*op.cit.* : 105)

La « socialisation marginalisée » au sens où Michel Parazelli (2002) l'entend est en effet une expérience sociale de mise à l'épreuve de soi qui peut s'avérer à la fois destructrice, constructive et émancipatoire. La rue ou les « espaces intermédiaires » marginalisés, sont autant de « zones de repli », de réflexion, de protection mais aussi de construction de soi, de recomposition sociale et de création (Rouleau-Berger, 1991). Si ces espaces peuvent être positifs en ce qu'ils permettent aux jeunes de développer notamment de nouveaux rapports à la société, sont-ils pour autant des modes d'engagement et partant, d'insertion ?

S'ENGAGER EST-CE S'INSÉRER ?

En pratique au Québec, l'insertion fait référence aux dispositifs d'aide publics ou communautaires. De façon générale, la prise en charge des jeunes en difficulté repose sur plusieurs secteurs : la sécurité du revenu, les services sociaux, les organismes communautaires, la santé, ou encore le milieu scolaire. Depuis les années 1970-1980, l'État québécois met en œuvre des programmes d'insertion sociale et professionnelle ayant pour objectif d'outiller les jeunes pour qu'ils puissent accéder au marché du travail. Néanmoins, nous rappelle Claude Trottier (2000), dans les dispositifs, surtout institutionnels, la notion d'insertion a souvent été mal définie car elle repose essentiellement sur une logique professionnelle, au détriment des dimensions complexes et hétérogènes de la situation de marginalité.

Les organismes communautaires (OC)⁴ offrent également une aide à l'insertion à travers des structures et des approches en intervention sociale qui visent à répondre aux demandes des jeunes tout en favorisant leur autonomie d'action. L'approche communautaire s'accompagne en théorie d'une critique sociale de la réalité des jeunes. Dans les OC, l'insertion repose sur l'idée de participation sociale et citoyenne critique et active. Or, là encore, des recherches récentes soulignent que les projets mis en place peinent à « insérer » les jeunes (Loncle, 2008). L'individualisation de l'intervention des OC - qui s'est peu à peu transformée en dispositifs de prestations sociales d'urgence - tend à privilégier la relation d'aide et le clientélisme au détriment des principes aux fondements de l'action communautaire que sont l'autonomie, la justice sociale, les pratiques démocratiques et collectives, la participation citoyenne et la transformation sociale (René, 2009).

L'un des biais importants des dispositifs d'insertion provient du fait que l'on aborde les jeunes comme des sujets et non des acteurs. En effet, les programmes ne sont pas construits en fonction de leurs attentes personnelles. Mircea Vultur (2009 : 61) parle en ce sens de la « désaffiliation institutionnelle » vécue par les jeunes qui développent une perception négative des dispositifs d'employabilité et de ce fait, une « résistance sociale » à un système avec lequel ils ne partagent pas les mêmes valeurs. D'après cet auteur, les jeunes accorderaient une grande importance à la réussite par eux-mêmes, hors dispositif institutionnel. Il s'agit d'une quête d'image positive, afin d'être reconnus pour ce qu'ils sont et non pas pour ce que l'on attendrait d'eux (Vultur, *op.cit.*). Dans ce contexte, pour nous, la question est de savoir si cette « résistance sociale » prend la forme d'une prise de position critique et partant, d'engagement.

Étymologiquement le terme engagement signifie se lier par une promesse, il se rapporte à la « mise en gage ». Dans son acception plus moderne, le concept d'engagement désigne : « [...] un mode d'existence dans et par lequel l'individu est impliqué activement dans le cours du monde, s'éprouve responsable de ce qui arrive, ouvre un avenir à l'action. [C'est] un acte par lequel l'individu se lie lui-même dans son être futur, à propos soit de certaines démarches, soit d'une forme d'activité, soit même de sa propre vie ». (Ladrière, 1990 : 102).

Si le champ sémantique de l'« engagement » est large, le terme désigne d'abord un lien avec des individus, des espaces, ou des organisations. Le sens propre a beaucoup évolué pour prendre une signification plus large de « prise de position » ou de combat actif à travers des luttes idéologiques, politiques, syndicales, sociales ou culturelles dans un mouvement d'opinion ou d'opposition (Giraud, 2010).

MÉTHODOLOGIE

Cet article repose sur les résultats d'un travail de recherche doctoral portant sur les contraintes et les conditions de l'émergence de l'engagement des jeunes en situation de marginalité⁵. L'objectif était de comprendre comment cette expérience se construit, prend forme et comment elle est interprétée et vécue par les jeunes eux-mêmes. Une approche ethnographique a ainsi été privilégiée afin de saisir un objet de recherche complexe à délimiter (engagement, non-engagement, désengagement et déengagement) et des acteurs difficiles à appréhender, notamment avec un dispositif quantitatif. Une approche

⁴ Le communautaire désigne les activités d'organismes à but non lucratif qui agissent au plan local pour aider la communauté : maisons d'hébergement, crèches, cuisines collectives, travail de rue, maisons de jeunes, etc.

⁵ Cette recherche a été financée par le *Fonds Québécois de la Recherche sur les Sociétés et les cultures* (FQRSC), sous la direction de Céline Bellot, professeure à l'École de service sociale, Université de Montréal.

compréhensive permet en effet de porter une attention particulière à une population hétérogène se situant hors des cadres classiques de l'analyse de l'engagement, soit les associations, les organisations militantes ou les mouvements sociaux.

Ainsi, entre septembre 2010 et septembre 2011, nous avons rencontré une centaine de jeunes entre 18 et 30 ans au sein d'organismes qui leur viennent en aide à Montréal. Des *focus groups* ont permis de recueillir leurs propos et des temps d'observation participante ont permis d'observer et d'analyser leurs actions dans des mouvements sociaux ou des actions collectives auxquels ils participent parfois très ponctuellement⁶. Deux types de structures ont été identifiés : a) *OC sans structures formelles d'implication* : centre de jour pour jeunes de la rue, école alternative et projet d'insertion professionnelle; b) *OC avec des structures plus « formelles » d'implication* : maisons d'hébergement, mouvement d'action communautaire par et pour les jeunes en difficulté, projet d'intervention par les pairs.

Les jeunes de notre étude sont en situation de marginalité à la fois sur le plan social et politique. Le couplage du statut de jeune et de la situation de marginalité est le vecteur d'importants freins à agir pour soi et collectivement pour les autres. En effet, on observe non seulement un large sentiment d'inutilité à agir en société ou en politique, mais aussi, une difficulté à se regrouper et à se projeter dans l'action. Cet éloignement de la cause politique serait entre autres lié à un sentiment d'incompétence, à un repli sur ses propres problèmes, d'insertion notamment. Toutefois, nos résultats présentent des prises de position critique qui portent les jeunes à s'impliquer dans leur organisme communautaire et/ou dans la société. Parfois, ces postures justifient le retrait, le désengagement ou le non-engagement.

DES CONVICTIONS, DES IDÉOLOGIES ET DES FORMES D'ENGAGEMENT

Dans notre étude, nous avons regroupé les convictions, les idéologies, les prises de position et les actes, pour mettre en évidence les formes d'engagement et de non-engagement. Ainsi, manifester contre la brutalité policière, contester le système capitaliste, privilégier les « actions directes »⁷, pratiquer le boycott et *l'artivisme*⁸ sont les formes typiques de l'engagement des jeunes rencontrés. Au-delà de leurs différences sociales, économiques, culturelles ou politiques, ces jeunes ont en commun certaines références, au premier rang desquelles on peut citer l'anticapitalisme, l'écologie, l'utilisation de l'art dans les moyens d'action et la volonté d'agir en premier lieu sur son entourage. L'engagement est également marqué par l'affranchissement de la sphère politique traditionnelle et par l'importance accordée à la responsabilité individuelle vis-à-vis de l'environnement local et de la communauté.

Nos résultats révèlent certaines particularités intéressantes, à savoir, le rejet massif de la sphère politique :

- Quel [thème de discussion] est le plus populaire ? Ah, c'est « politique » !
- **C'est important pour vous la politique ?**

⁶ Au total, dix entretiens de groupe ont pu être organisés avec 53 jeunes (37 hommes et 16 femmes). Nous avons également rencontré une cinquantaine de jeunes dans le cadre des temps d'observation participante, avec parfois les mêmes personnes. Ces moments ont donné d'autres occasions d'entrevue, mais sur un mode informel. Notons que la différence quantitative entre les sexes n'est pas voulue, mais correspond à peu près à la proportion de jeunes hommes et femmes dans les OC.

⁷ Il s'agit en l'occurrence d'une action directe non-violente qui a émergée au sein de maisons d'hébergement pour jeunes en difficulté.

⁸ Cette expression fait référence à l'artiste engagé, au militantisme artistique, ou à l'utilisation de l'art comme forme d'engagement (Lamoureux, 2007).

- Oui bien sûr ! C'est important la politique. Ça détermine la vie de tout le monde
- Oui c'est important, mais je ne parle pas d'aller voter par exemple. *No way !* Les partis...
- Moi je vais voter car je ne veux pas de *Stephen Harper*⁹. Moi je pense qu'après le monde chiale, mais ils n'ont pas été voter.
- Ok, mais pour moi tous les politiciens, tous les bords politiques sont identiques, Au bout du compte, ils ont les mêmes ambitions, les mêmes priorités et ça c'est l'argent et le prestige d'être élu.
- pour moi voter c'est mis là pour éliminer les autres. On a le choix de faire quelque chose parce que...
- ...mais ce n'est jamais celui pour qui on a voté qui sort !
- ouais mais tu votes pour quelqu'un et il va finir par être [élu]. Il va te crosser¹⁰ en quelque part. [...] (*Échanges entre jeunes hommes et femmes dans un centre de jour, février, 2011*).

Notons que les propos recueillis ne sont pas dépourvus d'un intérêt pour le politique. En fait, sensibles aux enjeux politiques et démocratiques, les jeunes revendiquent une citoyenneté active et critique à l'intérieur même d'un système dont ils rejettent par ailleurs les rouages et les valeurs. Les propos, dont le contenu révolutionnaire et anarchiste est parfois teinté de populisme, dénotent des rapports différenciés au politique, plus complexes que l'apathie et l'action hors de l'espace traditionnel d'engagement, dans des collectifs, traditionnels ou non d'ailleurs.

En deuxième lieu, le registre d'action radical ou violent est largement envisagé, pour autant il n'est pas effectif. C'est-à-dire que les paroles se traduisent rarement en acte. Par exemple, certains propos de jeunes qui appellent à la « révolution », semblent plus provocateurs et évocateurs d'un désarroi, qu'ancrés dans une réalité militante¹¹. Cependant, il est important de noter que ce thème a été récurrent :

Quand il y a une révolution, quand il y a des changements dans l'histoire c'est parce que le peuple à un moment donné a décidé de prendre le monopole de cette violence-là. (*Jeune homme hébergé dans un organisme communautaire, extrait d'un Focus group avril 2011*)

Si faire la « révolution » n'est qu'un mot, sans doute lancé pour exprimer une colère liée à un sentiment d'injustice, il n'en demeure pas moins que les actes protestataires font partie des formes d'engagement des jeunes interrogés. Parmi eux, on retrouve les « *buycuts* », une forme de boycott de certaines grandes enseignes ou gammes de produits (*Walmart, Coca Cola*, etc.). En tout état de cause, il y a là l'expression de convictions politiques et de valeurs et surtout du rejet de certains principes économiques capitalistes :

Je pense que de nombreuses compagnies devraient être boycottées. Comme *Coca Cola* par exemple. Le plus j'en apprend sur elles, le plus je suis dégoûté. Par exemple, ils prennent de l'eau du robinet qu'ils purifient et ils nous font payer pour notre propre eau. C'est une triste blague. J'ai vu un documentaire sur eux intitulé *Killer Coke*. [...] Si on se souciait du Québec on boycotterait ces putains de compagnies. Mais tu sais, il y en a même encore plus que ce que je viens donner comme exemple. (*Jeune homme*)

⁹ Stephen Harper et le Premier Ministre du gouvernement fédéral du Canada.

¹⁰ Synonyme de « arnaquer ».

¹¹ Notons également que les entrevues se sont déroulées dans le contexte du « printemps arabe » en 2011.

rencontré dans un centre de jour pour jeunes de la rue, extrait d'un Focus group, février 2011).

Enfin, en troisième lieu, les formes « alternatives » d'engagement recueillent le plus d'adhésion. Écrire une chanson de rap « engagée », s'exprimer sur son *blog*, avoir un *band* de musique *underground*, participer à un festival par et pour les jeunes de la rue¹², ou s'associer aux actions directes développées dans son organisme communautaire sont d'autres exemples cités régulièrement par les jeunes rencontrés. Les formes « alternatives » font référence à la tendance protéiforme de l'engagement aujourd'hui décrite, entre autres par Jacques Ion (1997). Chez les jeunes interrogés, elles recouvrent l'ensemble des expérimentations, des innovations et des débordements des répertoires d'action mobilisés.

Les champs d'action des jeunes en situation de marginalité sont aussi éclectiques que la rue, l'entourage personnel, la sphère politique et l'action directe, la création artistique et l'action communautaire. La dénonciation des situations d'injustice n'est pas le seul but affiché, même si les rapports de pouvoir dont ils s'estiment victimes ont souvent été évoqués (« nous sommes manipulés »¹³, ont souvent répété les jeunes). L'aspect ludique, créatif et festif, l'aspect du partage et du lien social, sont autant d'exemples de logiques d'entrée en action. La nécessité de rejoindre une organisation est importante, mais elle n'est pas partagée par l'ensemble des jeunes qui ne ressentent pas tous le besoin de « connecter avec d'autres » ou de « lutter ensemble » contre « la manipulation » (entendons par là : contre les rapports de pouvoir inégalitaires).

Ces formes d'engagement restent majoritairement cantonnés à la sphère locale, voir privée ou intime. Le mode de vie végétarien en est un exemple frappant. Dans la logique de la citoyenneté durable ou écologique, certains jeunes développent une « citoyenneté alimentaire » (Vigneault, 2011). Si beaucoup se sont déclarés végétariens ou sensibles aux choix de consommation, encore une fois, il ne semble pas que cela débouche sur un engagement concret ou constant - surtout dans une organisation - essentiellement parce que la vie en situation de marginalité ne le permet pas toujours. Il arrive que la nourriture fasse défaut et que les occasions de cuisiner soi-même soient rares, même si des ateliers de cuisine collective se développent dans certaines ressources – parfois d'ailleurs à l'initiative d'anciens jeunes de la rue¹⁴.

En définitive, ce qui définit la spécificité de l'engagement des jeunes rencontrés, c'est son contexte marginalisé. Il s'inscrit dans leurs univers sociaux, rarement au sein d'organisations militantes ou communautaires, mais plutôt dans la rue et dans les pratiques sociales à la marge. L'entourage personnel constitue donc le premier espace d'engagement pour ses jeunes qui cherchent d'abord à échanger entre eux. Pour certains, les pratiques sociales à la marge relatives à un engagement correspondent au fait de refuser toute aide sociale, ou ressource d'hébergement¹⁵. Pour d'autres, il s'agit de militer pour les droits des jeunes de la rue et

¹² Il s'agit en l'occurrence du Festival d'Expression de la rue (FER), organisé par le Groupe d'Intervention Alternative par les Pairs (GIAP). Depuis 15 ans, ces anciens jeunes de la rue devenus « pairs-aidants » organisent ce festival gratuit, en plein centre-ville de Montréal. Pendant trois jours ils ont ainsi l'occasion d'occuper l'espace urbain et de partager différents styles de musique (*Punk*, rap, reggae, *Metal*, etc.) et d'arts de rue, des messages de prévention, ainsi que des activités de mobilisation et de mixité sociale.

¹³ Ces termes entre guillemets sont tirés des propos (*focus groups* ou conversations informelles) des jeunes rencontrés.

¹⁴ Le GIAP a mis sur pied un guide de recettes végétariennes pour les personnes atteintes du VHC (*Dévoré tout cru*), ainsi qu'un atelier de cuisine collective au sein d'un organisme communautaire partenaire du projet.

¹⁵ Notons qu'ils sont très marginalisés et très peu nombreux dans notre échantillon.

autres personnes partageant l'espace urbain : au sein du *Collectif Opposé à la Brutalité Policière* par exemple¹⁶.

La dynamique de ces formes d'engagement est paradoxale : à la fois très personnelle, très communautaire et aussi hésitante que radicale. Certains jeunes interrogés se sont définis comme étant « non-engagés ». D'autres ont évoqué une trajectoire qui les aurait conduits à une forme de retrait, la marque du refus de tout lien avec une organisation. De plus, il y a tous ceux qui se sont dits non concernés par notre étude, mais qui n'ont peut-être pas conscience de leur engagement. Souvent les jeunes ont associé notre objet d'étude à la sphère politique de participation, refusant alors de s'exprimer sur ce sujet, expliquant que ça ne les concernait pas. Cela dit, il en reste qui, n'entrant pas dans les présupposés du libre choix ou de la prise de position publique, motivée par des convictions, se déclarent ouvertement comme engagés alors qu'ils ne participent vraisemblablement à aucun mouvement social ou action communautaire.

Dans les discours et dans les actes, il est intéressant d'observer que la plupart des jeunes refusent de se dire « engagés ». Ils préfèrent le terme « impliqués », mais il faut comprendre qu'il s'agit là du refus d'être affilié à une quelconque organisation, particulièrement si elle est politique. C'est aussi parce que leur engagement n'est pas constant et que des contraintes importantes pèsent sur leurs prises de position publique. Par exemple, les jeunes ont souvent été victimes d'arrestations massives dans des mobilisations, en particulier contre la brutalité policière. La peur de laisser des traces dans un casier judiciaire et ainsi, d'hypothéquer leur avenir, est constante chez ceux qui se méfient de toute forme d'engagement. Parmi les autres freins, les jeunes rencontrés ont identifié le caractère individualiste de la société actuelle à l'origine d'un « je m'en foutisme » ou d'un repli sur soi généralisé. Si la mobilisation des jeunes en difficulté n'est pas improbable, elle est parfois très difficile.

De nombreux jeunes ont expliqué à quel point il est compliqué de combiner la recherche d'un emploi, la scolarité et un engagement. D'autres facteurs entravent également l'engagement tels qu'une santé vulnérable, une absence de socialisation politique, le sentiment qu'il est inutile et vain d'agir et enfin, la peur de s'engager et de montrer publiquement ses opinions. Finalement, l'insuffisance de moyens personnels est un frein important à la participation dans des organisations militantes :

C'est le manque de connaissance, vraiment, partir un mouvement pour rejoindre ceux qui sont en furie pour qu'on puisse changer les choses. On n'a pas les formations, on n'a pas les acquis, on n'a même pas les contacts, ça fait que, pour rejoindre deux ou trois personnes sur la rue ? Manifester avec des pancartes devant le bureau du chef puis ensuite, on va faire quoi ? (Jeune homme hébergé dans un OC, focus group avril 2011).

ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION SUR LE RAPPORT À SOI, AU POLITIQUE ET AU SOCIAL

Plusieurs éléments de réflexion nous interpellent. Le premier concerne certaines conséquences directes de l'exclusion. Alain Vulbeau (2005) a développé le concept de « dégagement », emprunté au sport et aux sciences physiques, pour décrire le phénomène de mise à l'écart, par la criminalisation, des comportements urbains de certains jeunes dans les banlieues françaises. L'occupation abusive des cages d'escalier, des parcs publics, ou de

¹⁶ Le *Collectif Opposé à la Brutalité Policière*, comme son nom l'indique vise à dénoncer les pratiques policières jugées violentes et abusives. Tous les ans, il organise notamment une grande manifestation dans le centre-ville de Montréal qui se termine systématiquement par une grande vague d'arrestations.

l'espace urbain en général sont des actes interdits et l'on empêche ainsi les jeunes de se regrouper et d'occuper l'espace à leur manière. Cela s'observe également au Québec où Céline Bellot (2005) a montré comment la « judiciarisation » procède d'une même volonté politique de mise au ban des jeunes de la rue à Montréal. De ce fait, les jeunes occupent peu les espaces d'engagement, mais si leur position de retrait est liée au dégageant, il n'en demeure pas moins que les jeunes tentent de prendre position. À l'instar de Valérie Bègue (2007) ou de Lorenzo Barrault (2010) résultats permettent de constater l'existence de plusieurs postures de non-engagement : la défection, l'intérêt pour le politique annihilé par l'incompétence politique, le désespoir d'ascension sociale et la désillusion, le scepticisme, le mécontentement et l'indifférence.

Le deuxième élément de réflexion concerne le processus de prise de position. Pour reprendre l'explication de Didier Lapeyronnie (2005), s'engager fait référence à une norme relative au monde des adultes et à la prise de responsabilité, à l'aboutissement de la construction identitaire. Dans cette conception, cet acte appelle également à la mise à distance de sa situation, à la capacité d'abstraction par rapport à sa situation personnelle à la marge, en prenant en compte d'autres valeurs plus générales. La question est alors de savoir comment les jeunes peuvent être capables de distanciation. S'engager nécessite un certain nombre de connaissances des institutions, des procédures et des organismes. De même, contester la structuration de l'espace politique nécessite tout autant de compétences. Si l'on se rapporte aux travaux sur les rapports au politique des « acteurs faibles », ce sont toutes ces connaissances et ces compétences qui, semble-t-il, font défaut (Bègue, 2007). Daniel Gaxie (1978) a déjà montré que le sentiment d'incompétence politique était lié aux inégalités culturelles et sociales. En la circonstance, nos données indiquent une absence de socialisation politique des jeunes rencontrés. Cependant, certains jeunes interrogés développent des compétences et connaissances politiques par d'autres biais, au sein des organismes communautaires notamment. Si ce processus de prise de position est suscité ou accompagné, la question est de savoir s'il peut être émancipatoire.

Enfin, un dernier élément de réflexion porte sur le sens de l'action revendicatrice ou protestataire. En ce qui concerne les jeunes rencontrés, on peut se demander à quoi correspond, par exemple, le « refus » de composer avec certains éléments de la norme dominante et ainsi, l'appel à la « révolution ». Nos résultats indiquent qu'entre l'engagement conforme aux postures traditionnelles dans une organisation militante et la volonté d'inscrire les actions dans des formes d'engagement radicales, les jeunes développent un « espace intermédiaire » de participation. Dans la perspective des prises de position montrant un rejet de l'espace original ou conforme, d'engagement politique spécialement, les jeunes prennent des distances par rapport à certaines idéologies et certains moyens d'action. Ils « décrochent » de la famille, de l'école, du marché du travail, de l'espace social et politique et doutent ainsi d'eux-mêmes, de leurs capacités, de leurs forces, voire de leurs droits et de leur citoyenneté. S'installe alors un sentiment d'aliénation ou à l'inverse de « non appartenance » vis-à-vis des institutions (Vultur, 2005). Pour autant, et cela peut sembler paradoxal, l'engagement répond à un besoin de (re)nouer des liens positifs avec la société, ainsi que de participer à la construction du monde. S'ils déclarent qu'ils « s'en foutent de la politique », les jeunes sont néanmoins intéressés à s'engager, s'ils n'aiment pas les organisations « compliquées », ils « cherchent des moyens de s'impliquer »¹⁷. Concrètement, les causes, les moyens d'action et les formes d'engagement sont construites à partir des compétences de chacun, et celles-ci sont surtout artistiques et ancrées dans les expériences à la marge.

¹⁷ Les termes entre guillemets sont les mots exacts employés régulièrement par les jeunes dans les rencontres.

Ces résultats s'inscrivent également dans la perspective d'analyse proposée par Serge Paugam (2005) en ce qui concerne les travailleurs précaires qui ne jouissent pas d'une « intégration assurée » par le travail. Ces individus risquent, plus que les autres, de se désaffilier et de ce fait, ils développeraient plus facilement un discours politique radicalisé, sans engagement, c'est-à-dire : un « radicalisme dépolitisé ». Ainsi, les travailleurs précaires, comme les jeunes rencontrés, « [...] ont des choses à dire, mais ne parlent pas. Ils n'affirment pas leur volonté de changer la société à travers une participation à la vie publique, particulièrement à travers les élections » (*Ibid* : 56). L'exercice de sa citoyenneté, l'engagement, est totalement associé au degré d'intégration : les personnes précaires n'ont pas toujours accès aux droits et ils n'ont pas suffisamment confiance dans les institutions pour s'impliquer.

De façon générale, nos résultats montrent qu'il manque une prise de conscience critique aux jeunes pour « entrer » dans le « principe d'opposition ». En référence aux travaux d'Alain Touraine, Valérie Bègue (2007) s'appuie sur trois principes pour comprendre les rapports au politique des personnes « en situation défavorisée » :

[...] le « principe d'identité », selon lequel l'acteur, individuel ou collectif, défend ses intérêts propres, sans se situer par rapport à un adversaire, et sans conception de la légitimité sociale de cette action ; le « principe d'opposition », selon lequel le groupe se définit par son opposition à d'autres ; et le « principe de totalité » selon lequel un mouvement se définit par référence à des valeurs générales au sein de la société. (*Ibid* : 197-198)

Par ailleurs, le sentiment d'appartenance à un même groupe social semble également faire défaut chez les jeunes rencontrés qui n'inscrivent pas leurs prises de position dans une quête de reconnaissance commune. Pour autant, ils ne semblent pas rejeter leur appartenance à une même communauté politique, autrement dit, « [leur] souci des autres hommes avec lesquels [ils constituent] une communauté abstraite. » (*Ibid* : 199). C'est une dimension importante qui touche aux liens sociaux et aux liens concrets des jeunes entre eux et avec la société. D'ailleurs, il est frappant de voir qu'ils emploient un vocabulaire conceptuel qui s'apparente à la sociologie avec pour antienne « l'insertion », mais aussi la « reconnaissance » et les rapports de « pouvoir » ou le sentiment « d'être manipulés »¹⁸. En ce sens, la « citoyenneté » fait partie de certaines des revendications des jeunes interrogés. Pour autant, les organisations militantes autogérées ou anarchistes sont rarement citées et fréquentées par les jeunes rencontrés. Les phrases de dénonciation des « comportements des politiques » justifient l'inaction et ainsi, les discours peuvent être très radicaux : « tous pourris ; ça ne sert à rien ; on ne veut pas entendre parler de politique. ». Aucune idéologie ne vient, semble-t-il, argumenter ces propos tout comme d'éventuelles contre-propositions d'ailleurs. Néanmoins, cela ne signifie pas que l'engagement ou le non-engagement n'est pas réfléchi, au contraire les jeunes cherchent à défendre des causes et à trouver des modes d'engagement qui leur correspondent et à ce titre, ils sont parfois très critiques à l'égard de l'offre d'engagement disponible. On relève en ce sens une part de perspective critique qui dénote d'un rapport au social plus complexe et différencié qu'apathique.

CONCLUSION

Si le sentiment de manipulation et ainsi la défiance et la méfiance sont des « normes » importantes qui caractérisent les formes de l'engagement des jeunes rencontrés, elles déterminent tout autant les perspectives d'avenir qu'ils entrevoient : « [La méfiance] traduit une fragilité des relations sociales, leur incertitude même. Elle est un cadre d'interprétation de la réalité sociale. » (Kokoreff, 2003). Cette norme, très visible dans l'engagement des jeunes

¹⁸ Encore une fois, les termes entre guillemets sont les mots employés par les jeunes.

interrogés, ne tend pas forcément à les exclure, parfois, elle fournit même un repère à partir duquel ils se positionnent et éventuellement entrent en lutte.

Les formes de l'engagement et du non-engagement montrent que les prises de position des jeunes en situation de marginalité traduisent des besoins en termes d'insertion, de résistance à la norme sociale dominante, mais surtout en termes d'existence dans l'espace social. Le dégageant, la prise de position critique dans un espace intermédiaire, et le non-engagement sont des formes d'engagement liés à la « désaffiliation institutionnelle » qui s'opère également dans les rapports des jeunes aux dispositifs d'insertion professionnelle (Vultur, 2009). Elles trouvent un fort écho notamment dans le mouvement *Do It Yourself*, dans lesquels les jeunes veulent apprendre et s'engager par eux-mêmes, hors du cadre normatif¹⁹.

In fine, on retrouve dans les dynamiques de l'engagement des jeunes rencontrés, la dialectique des rapports entre la marge et le centre qui semblent déboucher sur des modes opératoires d'engagement ou de non-engagement permettant l'expression de sa différence. À la manière de Claude Giraud (2011), nous pouvons parler ainsi « d'acte de prise de position critique » menant à défendre ses idées ou ses valeurs qu'elles penchent vers la marge ou vers le centre. En ce sens, « [l'engagement est] une inscription active dans un espace social. » (*Ibid* : 23).

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Elisabeth Greissler est doctorante, chargée de cours et travailleuse sociale. École de service social, Université de Montréal, C.P. 6128, succ. Centre-ville, Montréal QC H3C 3J7, 514-343-6111 # 0845, elisabeth.greissler@umontreal.ca

Bibliographie

- Barrault, L. (2010). Anticipations de l'avenir et rapport au politique de jeunes de milieux populaires, une enquête ethnographique en banlieue, *Politiques et sociétés*, vol 29, no. 3, 97-114.
- Bègue, M. (2007) *Le rapport au politique des personnes en situation défavorisée. Une comparaison européenne : France, Grande-Bretagne, Espagne*. Thèse de doctorat, Paris, IEP.
- Bellot, C. (2005). *Judiciarisation et criminalisation des populations itinérantes à Montréal*, Rapport de recherche pour le Secrétariat National des Sans-abri.
- Chabanet, D., Dufour, P. et Royall, F. (2011). *Les mobilisations sociales à l'heure du précarité*, Paris, Presses de l'École des hautes études en santé publique (EHESP).
- Dubet, F. (1994). *La sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil.
- Gaxie, D. (1978), *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.
- Giraud, C. (2011). *Qu'est-ce que l'engagement ?*, Paris, l'Harmattan.
- Goyette, M., Pontbriand, A. et Bellot, C. (2011). *Les transitions à la vie adulte des jeunes en difficulté. Concepts, figures et pratiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Ion, J. (1997). *La fin des militants?* Paris : Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières.
- Kokoreff, M. (2003). *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot.
- Ladrière, J. (1990). « Engagement », *Encyclopaedia Universalis*. Corpus 6.
- Lamoureux, E. (2007). *Art et politique. L'engagement chez les artistes actuels en arts visuels*

¹⁹ C'est une activité, voire une philosophie, qui traverse l'organisation du Festival d'Expression de la Rue (FER).

- au Québec, Thèse de doctorat en science politique, Université de Montréal.
- Lapeyronnie, D. (2005). « L'engagement à venir », dans Valérie Becquet et Chantal De Linares (sous la direction de). *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, Paris, L'Harmattan, 35-53.
- Leclerc, C., Bourassa, B., Maranda, F. et Comeau, Y. (1997). « L'intervention dans les groupes de développement de l'employabilité : entre ce qu'on en dit et ce qui s'y fait », *Cahiers de la recherche en éducation*, vol. 4, no 1, 93-112.
- Loncle, P. (2008). *Pourquoi faire participer les jeunes ? Expériences locales en Europe*, Paris, L'Harmattan.
- Paugam, S. (2005). *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France.
- René, J-F. (2009). « L'individualisation de l'intervention dans les organismes communautaires », *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 22, no 1, 111-124.
- Rouleau-Berger, P. (1991). *La ville intervalle : jeunes entre centre et banlieue*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- Trottier, C. (2000). « Questionnement sur l'insertion professionnelle des jeunes », *Lien social et Politiques*, no. 43, 93-101.
- Van de Velde, C. (2008). *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, Presses universitaires de France.
- Vigneault, K. (2011). *Rapport à soi et citoyennetés alimentaires. Diagnostic d'une politique des plaisirs*, Thèse de doctorat en communication, Montréal, Université de Montréal.
- Vulbeau, A. (2005). « Le dégageant : notes sur le côté obscur de l'engagement », dans, Becquet, Valérie et De Linares, Chantal (sous le direction de), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, Paris, L'Harmattan, 69-77.
- Vultur, M. (2009). « Les jeunes qui abandonnent les études secondaires ou collégiales : rapport à l'école et aux programmes d'aide à l'insertion socioprofessionnelle », *Revue des sciences de l'éducation*, vol 35, no. 1, 55-67.
- Vultur, M. (2005). Aux marges de l'insertion sociale et professionnelle, *Nouvelles pratiques sociales*, vol 17, no.2, 95-108.